Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

47 | 2013

Quel est l'avenir du XIX^e siècle ?

L'avenir du XIX^e siècle. Un regard d'archiviste

Christiane Demeulenaere-Douyère

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4560>

DOI : 10.4000/rh19.4560

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 91-94

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Christiane Demeulenaere-Douyère, « L'avenir du XIX^e siècle. Un regard d'archiviste », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 47 | 2013, mis en ligne le 31 décembre 2016, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4560> ; DOI : 10.4000/rh19.4560

Tous droits réservés

CHRISTIANE DEMEULENAERE-DOUYERE

L'avenir du XIX^e siècle. Un regard d'archiviste

S'il peut être légitime de poser la question de l'avenir du XIX^e siècle, on peut déjà constater que ce siècle a, en France, un présent, ou plutôt une présence bien installée, au moins par la masse considérable des archives qu'il nous a transmises, sans doute plus à lui seul que tous les siècles qui l'ont précédé.

Des trente-neuf années de ma carrière d'archiviste, j'en ai passé un bon tiers à la Section du XIX^e siècle des Archives nationales, quand elle existait encore. Ce qui ne signifie pas pour autant que, dans mes autres postes, je ne me sois pas aussi préoccupée de cette période et des papiers qu'elle a produits. Loin de là !

Les Archives de Paris, dépôt réputé pour son indigence en archives anciennes (les archives parisiennes d'Ancien Régime étant en grande part aux Archives nationales...), sont très fortement marquées, sur le plan archivistique, par les soubresauts politiques du XIX^e siècle ; cependant, en dépit des ravages des incendies de 1871, il y avait encore de belles collectes de documents du XIX^e siècle laissés en déshérence à faire dans les entrepôts et les caves de la Ville de Paris. Quant à l'Académie des sciences, si le XVIII^e siècle occupait une place centrale dans mes préoccupations d'archiviste, le XIX^e siècle la lui disputait bien. Pour une chartiste, formée à la paléographie, à la diplomatique ancienne et au vieux provençal, il y avait assurément paradoxe... Pourtant, je ne l'ai jamais regretté.

L'INDIVIDU ET LA MASSE

Ce qui, à mes yeux, peut le mieux caractériser le XIX^e siècle, ce sont, dans les magasins d'archives, les impressionnantes enfilades de rayonnages qui supportent les dossiers individuels : dossiers de carrière, de pension ou de réversion, dossiers de décorations, de récompenses ou d'indemnisations, dossiers de naturalisation, dossiers de surveillance, dossiers d'affaires judiciaires..., l'énumération peut être longue. Au total, des kilomètres linéaires

de dossiers à caractère nominatif qui ont longtemps fait le miel des historiens des familles et qui attirent maintenant les chercheurs de plus en plus férus de prosopographie.

À la fin de l'Ancien Régime, les statisticiens ont appris à dénombrer la population non plus par « feu », mais par « tête ». La Déclaration des droits de l'homme, en reconnaissant que tous les hommes naissent égaux, les a consacrés comme « individus », et le suffrage, attribut éminemment individuel, a fait émerger l'individu (en l'occurrence l'homme – la femme attendra encore près d'un siècle et demi) de la famille. Peu à peu, l'individu s'est extirpé de la « communauté » pour s'intégrer à la « société », faite d'une agrégation d'individus. Un changement d'optique qui a focalisé le regard de l'État et de ses administrations, alors en plein développement, sur l'individu, qu'il lui fallait gérer individuellement. L'individu, certes, ne naît pas alors, mais il prend une consistance, une épaisseur, une visibilité qui lui manquait souvent auparavant.

Avec, pour corollaire, la production d'une masse considérable de documents, fichiers, dossiers, registres-matricules, etc., qui prennent l'individu comme objet et se concentrent sur lui¹ et qui, au final, autorisent une connaissance intime, en profondeur, de la société. On estime, rien qu'aux Archives nationales, les seuls dossiers individuels à quelques millions, englobant aussi bien les dossiers d'attribution de la nationalité française des fonds des ministères de la Justice (plus de 700 000 dossiers) et des Affaires sociales, de nomination dans la Légion d'honneur de la Grande chancellerie de l'Ordre (plus de 200 000 dossiers), de carrière de fonctionnaires de tout poil, en grande majorité pas, peu ou mal décrits, que d'autres ensembles moins volumineux et plus diversifiés. Sans parler de tout ce que conservent les Archives départementales. Avec, à la clé, un problème considérable d'accès à cette profusion d'informations...

L'ancienne section du XIX^e siècle des Archives nationales, qui avait la responsabilité des documents du long XIX^e siècle (1789-1914), en était à tel point consciente qu'elle imagina collectivement, dès les années 1990, un instrument de recherche nouveau par sa forme et son objet, dont le nom est bien évocateur : *Quidam*². Base d'orientation nominative et cumulative, riche à ce jour de plus de 600 000 références, sa finalité est d'indiquer, grâce à une simple interrogation par nom et/ou prénom, des références de documents conservés dans des fonds différents des Archives nationales, qu'aucun lien organique ne relie entre eux, en partant du principe qu'un même individu

1. *Les dossiers nominatifs au XIX^e siècle. Regards croisés de l'administration sur les personnes* — La revue administrative, numéro spécial, novembre 2007.

2. Édith Pirio, « Un point d'accès aux dossiers individuels des Archives nationales : *Quidam*, base nominative d'orientation », in Christiane Demeulenaere-Douyère et Armelle Le Goff [dir.], *Histoires individuelles, histoires collectives. Sources et approches nouvelles*, Collection « Orientations et méthodes », Paris, Éditions du CTHS, n° 23, 2012, p. 153-162. La base *Quidam* est aujourd'hui consultable sur l'Intranet des Archives nationales.

peut, au cours de sa vie, avoir croisé le champ d'intervention d'administrations diverses, avoir, par exemple, fait des études, travaillé dans un ministère, sollicité une décoration ou fait l'objet d'une surveillance policière...

LA « BEAUTÉ » DES ARCHIVES

Une autre observation frappe quand on considère les documents produits par le XIX^e siècle, c'est leur « beauté » formelle. Il existait auparavant, dira-t-on, de belles archives, chartes décorées, plans d'alignement de routes, registres reliés de parchemin, etc. Certes, mais le XIX^e siècle nous apporte, avec la systématisation et la standardisation des procédures administratives, une production de masse de séries documentaires, enregistrements de correspondances, copies-lettres, etc., et de dossiers bien tenus, élaborés avec soin, dotés, par exemple, de bordereaux récapitulatifs des pièces contenues. Il est jusqu'aux formulaires administratifs qui enchantent l'œil. Belle qualité de papier, au moins jusque dans les années 1880, grands formats, jolies vignettes gravées, calligraphies soignées, orgueil des bataillons d'expéditionnaires de l'administration..., à mille lieues des pauvres papier-pelure mangés par la rouille des trombones et des photocopies pâlisantes du siècle suivant.

Pourquoi souligner ainsi la « beauté » des archives du XIX^e siècle ? D'abord à cause du plaisir que procure leur manipulation, que ce soit celle de l'archiviste ou celle du chercheur. Et sans doute aussi parce que, si cette « beauté » reflète l'effort de structuration de l'administration et de ses procédures de travail, elle donne aussi la mesure de l'ambition des hommes de l'époque. Quand on considère par exemple les archives des commissariats des grandes expositions universelles tenues à Paris dans le second XIX^e siècle³, on est frappé à la fois par la masse énorme de ces dossiers et par leur état de grand désordre matériel, lié au climat d'urgence et de précipitation dans lequel on préparait une exposition, et aussi par le soin méticuleux, presque maniaque, mis à embrasser tous les aspects, même les plus infimes et les plus triviaux, de l'organisation de ces manifestations. De la masse documentaire produite qui peut sembler au chercheur déroutante parce que difficile à maîtriser, il ressort des documents-phares comme les *Albums du Parc* de l'Exposition universelle de 1867⁴ ou les plans et dossiers techniques de construction des palais et pavillons qui ont accueilli les diverses expositions, bien connus

3. Christiane Demeulenaere-Douyère, « Expositions internationales et universelles. Les fonds des Archives nationales », *Histoire urbaine*, n° 31, août 2011, p. 171-180.

4. Christiane Demeulenaere-Douyère, « L'Album du Parc de l'Exposition universelle de 1867, à Paris. Questions de conservation et de valorisation », in Anne-Laure Carré, Marie-Sophie Corcy, Christiane Demeulenaere-Douyère et Liliane Hilaire-Pérez [dir.], *Les expositions universelles en France au XIX^e siècle. Techniques. Publics. Patrimoines*, Collection Alpha, Paris, CNRS Éditions, 2012, p. 429-438.

des historiens de l'art, mais aussi les demandes d'admission à exposer⁵, les demandes de concessions, ou les délibérations des jurys des récompenses, qui mériteraient des exploitations plus systématiques de la part des historiens de l'économie et du social.

Poser la question de l'avenir du XIX^e siècle est un peu provocateur. En tout cas, il ne faut pas renoncer à continuer à écrire son histoire, car, sur le plan des sources, la situation présente un équilibre idéal. Nous avons la chance de disposer d'archives en masse importante, mais peut-être encore plus facilement maîtrisables que l'avalanche documentaire survenue au XX^e siècle, des archives le plus souvent bien structurées, à l'image des administrations qui les ont produites, la plupart du temps de bonne qualité, inscrites sur des supports stables et relativement solides. Un privilège que peuvent envier les historiens des périodes plus anciennes, et aussi sans doute ceux de l'ultra-contemporain. Il faut en profiter...

*Christiane Demeulenaere-Douyère
est Conservateur général du patrimoine honoraire,
chercheur associé au Centre Alexandre Koyré
(UMR 8560 – CNRS – EHESS – MNHN),
et au laboratoire HT2S-CNAM*

5. François Lachaud et Marie-Madeleine Massé, *Le meuble français à l'Exposition universelle de 1878*, Archives de l'art français, Paris, Le Puits aux livres, à paraître, qui publient les dossiers d'admission de la classe de l'ébénisterie à l'Exposition universelle de 1878.